

Gain et limite des services environnementaux pour les plus pauvres

La rémunération des services environnementaux liés aux arbres et forêts notamment, services intrinsèques de la nature et de l'environnement ou obtenus par certains aménagements, débute vers le milieu des années 1990. La diversité des acteurs impliqués dans ces nouveaux marchés est grande : entreprises publiques ou privées, municipalités, communautés et individus. Tous présentent des statuts socio-économiques et politiques très variables. Dans l'ouvrage « Silver bullet or fool's gold ? », les auteurs voulaient vraiment distinguer les bénéfices offerts par les services environnementaux (séquestration de carbone, conservation de la biodiversité et de la beauté du paysage, aménagement des bassins-versants, écotourisme et services mixtes) des « mirages ». De ce fait, leur propos reste très nuancé : « Les marchés pour les plus pauvres rencontrent de sérieux obstacles ». De plus, l'analyse est difficile car les promoteurs ont tendance à mettre en avant les bénéfices, sans mesurer de manière systématique les coûts qui leur sont liés. Suivant les pistes proposées par les auteurs, on s'aperçoit en fin de compte que la facilitation de l'accès des plus pauvres aux nouveaux marchés passe

Aménagement de petits bassins-versants pour la régulation du cycle hydrologique, Projet OIBT PD 54/99 (2002), San Nicolás – Rio Negro, Colombie.

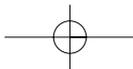
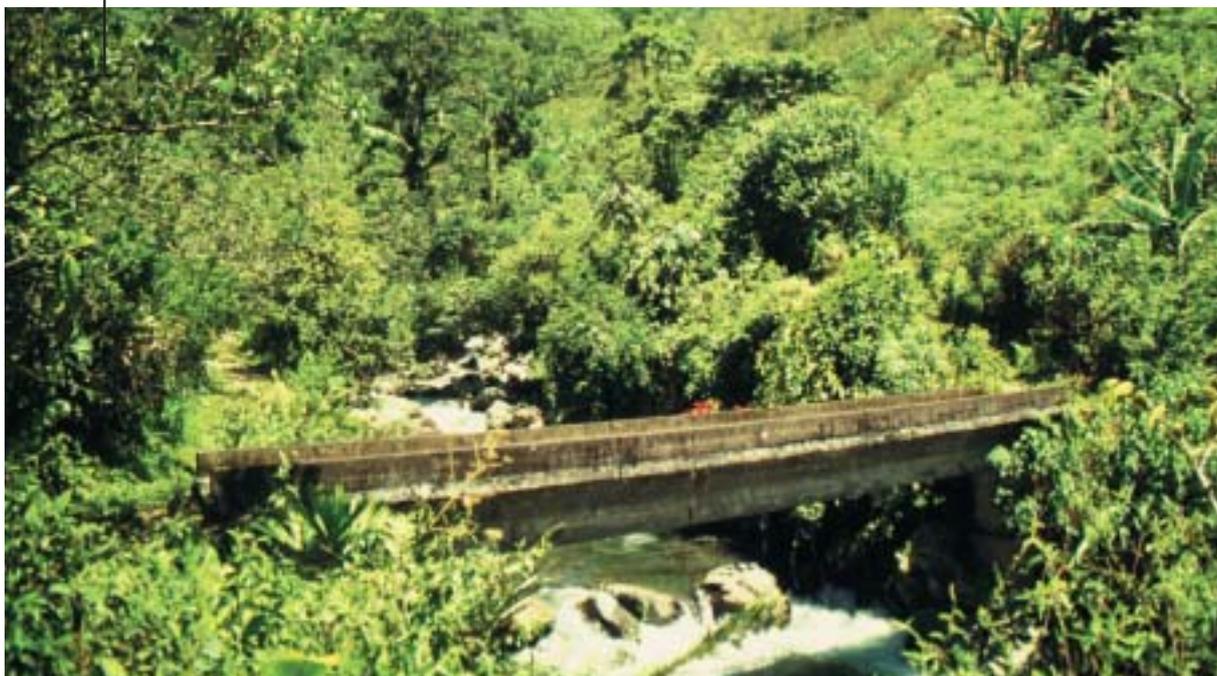


Table des matières

Article de fond	
Gain et limite des services environnementaux pour les plus pauvres	1
D'intérêt courant	
<i>Mise en oeuvre</i>	
Ateliers interactifs de résolution de conflits : une méthode pour transformer les conflits liés aux ressources naturelles ?	3
Résoudre les conflits au sujet de l'eau dans la région du Mont Kenya	3
Les avantages de la gestion collective des pâturages par rapport à l'exploitation privée	4
RISE – Evaluation de la durabilité d'exploitations agricoles	5
<i>Politique</i>	
La complexité de l'application de la Convention sur la Diversité Biologique	6
La contribution des forêts aux moyens de subsistance en milieu rural et la conservation de la biodiversité	6
<i>Recherche</i>	
Recherche sur le maïs dans l'intérêt des cultivateurs	7
Dissémination en plein champ de plantes cultivées génétiquement modifiées	7
Evénements	
La forêt, source de vie	8
Les plantes invasives dans les systèmes naturels et exploités	8

ARTICLE DE FOND

par des axes de développement connus : les investissements en formation, l'amélioration de l'accès aux ressources financières, l'information sur l'évolution des marchés, et enfin la formalisation des droits de ces populations à gérer, à contrôler et à devenir propriétaire des ressources. Sur un plan plus commercial, le réalisme est de rigueur par l'instauration de procédures adaptées aux législations et stratégies locales existantes, ainsi que de mécanismes de paiements aussi légers (et donc peu coûteux) que possible. La promotion d'une coopération consensuelle entre les propriétaires et les bénéficiaires de services doit être mise en place, en particulier pour la répartition des coûts.

Comme illustration, l'ouvrage présente une étude de cas intéressante qui s'appuie sur l'implication directe d'une ONG internationale en zone forestière de Guinée. La production de « cacao ombragé », c'est-à-dire cultivé sous un couvert arboré planté, bénéficie d'un complément sur le prix officiel de 5% offerts par l'ONG. L'idée est de limiter les conversions forestières pour le cacao, de produire des ressources ligneuses de proximité et enfin de limiter les pertes de fertilité. La production de cacao ombragé est passé de 650t au double en une année (98-99), mais nous ne connaissons pas la « durabilité des appuis » promise par l'ONG.

Les innovations sont incontournables dans la définition de marchés de services environnementaux. Cependant, les facilitateurs doivent, comme par le passé, renforcer les capacités générales de la base de la société civile et l'aider à participer aux prises de décision indispensables des autorités. Il serait surtout faux d'espérer que les marchés de services environnementaux ne dépendront pas des logiques sociales et économiques en place, qui restent difficiles d'accès aux plus démunis et qu'on ne peut pas changer sans des contributions volontaires de l'Etat, des notables et du secteur privé.

SOURCE

Silver bullet or fool's gold? A global review of market for forest environmental services and their impacts on the poor. N. Landell-Mills and I. T. Porras. London, IIED, 2002. ISBN 1-899825-92-4

Sommaire:
www.iied.org/docs/eep/MES_prelims.pdf
 Commande :
www.iied.org/eep/about.html

Ateliers interactifs de résolution de conflits : une méthode pour transformer les conflits liés aux ressources naturelles ?

Les conflits au sujet de ressources naturelles qui se raréfient sont de plus en plus fréquents. Des ateliers interactifs de résolution des conflits (*Interactive Problem-Solving Workshops* IPSW) permettent à des membres politiquement influents de groupes d'intérêt en conflit d'analyser les litiges, d'échanger leurs points de vue et de développer de nouvelles idées créatives. Les connaissances ainsi acquises peuvent être investies dans la discussion politique et contribuer à la solution du problème. Les IPSW ne sont pas des négociations officielles, ni ne veulent s'y substituer. L'évaluation du « Nile Basin Dialogue Workshop » par Simon Mason a démontré que cette méthode est fort utile dans les disputes au sujet de ressources naturelles, et très appréciée par toutes les parties.

Le document est surtout consacré à l'évaluation du « Nile Basin Dialogue Workshop », 2002. Comme autres publications qui décrivent cette méthode de plus près, mentionnons « Transformation of Resource Conflicts » (Bächler, 1999), et « From Resolution to Transformation » (Ropers, 2000).

SOURCES

Dialogue Workshop Methodology, Adapting the Interactive Problem Solving Method to an Environmental Conflict, NCCR North-South Working Paper. Simon Mason. Berne. 2003 pp. 43
[www.nccr-north-south.unibe.ch/publications/Infosystem/On-line %20Dokumente/Upload/IP7WP1.pdf](http://www.nccr-north-south.unibe.ch/publications/Infosystem/On-line%20Dokumente/Upload/IP7WP1.pdf)

Transformation of Resource Conflicts. Approach and Instruments. Günther Bächler. IKAÖ. Berne. 1999 pp. 13
www.ikaoe.unibe.ch/forschung/nordsued/ns.band3.htm

From Resolution to Transformation: Assessing the Role and Impact of Dialogue Projects. Contribution to ZEF Conference «Facing Ethnic Conflicts». Norbert Ropers. 2000
www.zef.de/download/ethnic_conflict/ropers.pdf

Résoudre les conflits au sujet de l'eau dans la région du Mont Kenya

Un film vidéo sur l'utilisation de l'eau et sur les conflits pouvant en résulter montre de manière exemplaire la complexité de sa gestion durable dans la région du Mont Kenya, où les ressources en eau se raréfient. Des connaissances scientifiques acquises sur la durée, servant de base à une planification régionale des eaux et à la formation d'associations locales de consommateurs d'eau, ainsi que l'introduction de nouvelles technologies d'irrigation et de méthodes de culture avantageuses peuvent contribuer à long terme à une gestion améliorée et plus écologique aussi de cette ressource vitale.

Si le film vidéo porte sur une région bien définie, avec ses réalités et difficultés spécifiques, et n'explore donc pas toute la profondeur de la problématique, il n'en est pas moins un outil utile pour sensibiliser les politiciens et les autorités d'autres régions du globe à la complexité de l'approvisionnement et de la consommation en eau.

SOURCE

Solving Water conflicts in the Mount Kenya Region. Centre for Development and Environment (CDE) and Food and Agriculture Organization (FAO). CD-ROM, 22 minutes. 2003 (en anglais, sera traduit en français et en espagnol) Pour obtenir des copies du CD-ROM : land-and-water@fao.org

Edition

InfoResources News paraît bimestriellement en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut-être commandé à l'adresse ci-dessous.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale, et s'appuie sur trois centres : Infoforest / Interooperation, Info Service CDE et InfoAgrar. Ce service est financé par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

Equipe de rédaction :
Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach, Felix Hintermann

Contact :
InfoResources
Länggasse 85
3052 Zollikofen
Tel.: +41 31 910 21 91
Fax: +41 31 910 21 54
info@inforesources.ch
www.inforesources.ch

D'INTÉRÊT COURANT

Les avantages de la gestion collective des pâturages par rapport à l'exploitation privée

La dégradation des pâturages a longtemps été perçue comme un aspect de la « tragedy of the commons » (commons : ressources partagées par un groupe de gens). De plus en plus souvent, les herbages et pâturages sont divisés et les droits correspondants transférés à des ménages individuels. En Chine aussi, ces terres ont été privatisées dans le cadre du grand mouvement de réforme agraire, au mépris de leurs caractéristiques et conditions d'exploitation spécifiques, qui les différencient des terres de culture : fragilité écologique, inégalités concernant l'accès à l'eau, grand éloignement des habitations, difficulté de délimitation, effectif optimal des troupeaux, etc. Des essais novateurs réalisés en Chine ont mis au jour les avantages d'une gestion communautaire des pâturages par rapport à une exploitation individuelle. Les règles juridiques jouent ici un rôle important. Les formes d'exploitation communautaire, qui reposent en partie sur des traditions, doivent être améliorées et renforcées sur le plan juridique. Ces enseignements

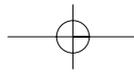
peuvent faire école dans d'autres régions d'herbages dans le monde, par exemple en Asie centrale.

SOURCE

Community-Based Grassland Management in Western China – Rationale, Pilot Project Experience, and Policy Implications. Tony Banks, Camille Richard, Li Ping, and Yan Zhaoli. In: Mountain Research and Development, Vol 23 No 2: 132–140, 2003 www.mrd-journal.org (Résumé)

Un groupe de bergers kazakhs surveille les pâturages à Burqin, Xinjing. Comme ces terres sont de qualité très inégale et donc pratiquement impossibles à répartir équitablement entre les ménages, elles sont de facto propriété collective.





Mise en œuvre

RISE – Evaluation de la durabilité d'exploitations agricoles

RISE (Response-inducing Sustainability Evaluation) est un modèle qui permet d'évaluer la durabilité des exploitations agricoles. Développé à la Haute école suisse d'agronomie (HESA), il se sert de 12 indicateurs pour mesurer les dimensions écologiques, économiques et sociales des exploitations. Il a été utilisé jusqu'ici en Suisse, au Brésil, en Chine et au Canada. Le degré de durabilité est calculé pour chaque indicateur en partant de la situation actuelle et des lignes de force (tendances) de l'exploitation. Il est représenté dans un polygone de la durabilité qui permet d'identifier les forces et les faiblesses de l'entreprise, et donc, d'apporter des améliorations ciblées (approche orientée mesures). Le modèle RISE peut être utilisé dans le monde entier et appliqué à différents types d'entreprises et de systèmes de production, par exemple pour planifier l'amélioration de la durabilité ou pour comparer diverses exploitations sous cet angle. Il convient aussi bien pour des entreprises individuelles que pour des groupes d'entreprises dans le périmètre d'industries de transformation, dans des régions politiques ou géographiques. Se basant sur RISE, la HESA planche actuellement sur un instrument qui devrait permettre d'analyser la durabilité de toute la chaîne d'approvisionnement de produits de base agricoles pour l'industrie de transformation.

Les personnes ou institutions intéressées peuvent contacter Fritz Häni ou Christoph Studer.

SOURCES

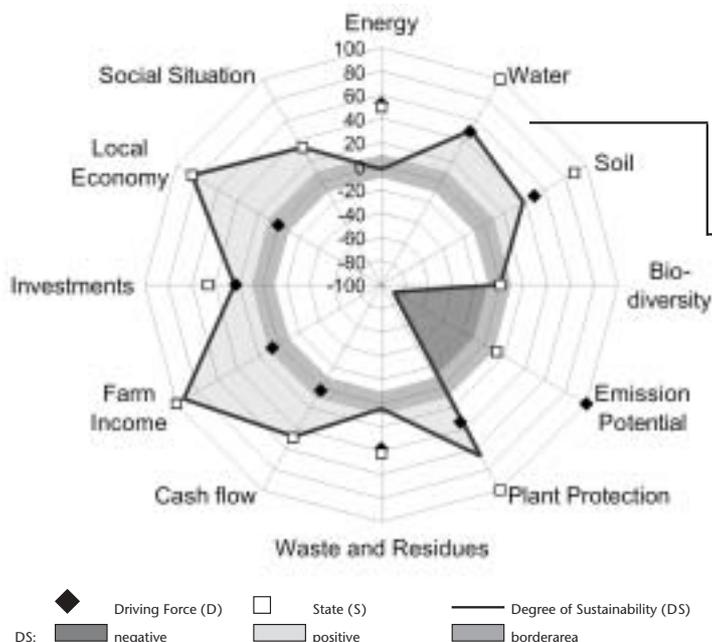
RISE – Sustainability assessment of farms. Model description
www.sfiar.infoagrar.ch/documents/posters/rioplus11/fritz_haeni.pdf
 (PDF, 158 KB)

RISE – Sustainability assessment of farms. Examples of application
www.sfiar.infoagrar.ch/documents/posters/rioplus11/fritz_haeni2.pdf
 (PDF, 592 KB)

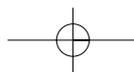
Supply Chain Sustainability. Assessment and Improvement of the Sustainability of Production and Supply of Agricultural Raw Materials for the Food Processing Industry
www.sfiar.infoagrar.ch/documents/posters/rioplus11/christoph_studer.pdf (PDF, 462 KB)

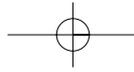
CONTACT

Fritz.Haeni@shl.bfh.ch
 Christoph.Studer@shl.bfh.ch



Le polygone de la durabilité pour une exploitation du nord-est de la Chine avec 35 vaches et 1.4 ha. La durabilité est évaluée sur un barème de -100 points (la 'moins bonne note') à +100 points (la 'meilleure note').





La complexité de l'application de la Convention sur la Diversité Biologique

La Convention sur la Diversité Biologique (CDB) se veut ambitieuse. Depuis Rio 1992, c'est un des premiers traités internationaux aussi clairement intersectoriel grâce à ses trois piliers : la protection de la biodiversité, la gestion durable de ses composantes et le partage équitable de ses bénéfices. Toutefois, dans le sud, où se trouve la majeure partie de la diversité biologique, le terme est souvent restreint à certains fonds internationaux destinés à la conservation des ressources naturelles. L'application des principes se heurte à la complexité des relations, particulièrement entre l'économie et la conservation, et des rapports de force inégaux entre les divers acteurs. Outre ses analyses politiques, l'ouvrage « *Governing Global Biodiversity* » donne des descriptions utiles de mécanismes développés au sein de la CDB. Par exemple, en matière de transactions biotechnologiques, le système du « prior informed consent » est basé sur le concept médical qui veut que le patient (le destinataire de nouveaux produits) soit informé au préalable par son médecin (l'industriel) des risques liés à un traitement (l'introduction du produit). De par sa complexité, ce recueil d'articles est destiné aux décideurs, membres d'organisations internationales ou aux étudiants en sciences politiques et environnementales.

SOURCE

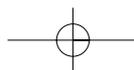
Governing Global Biodiversity – The evolution and implementation of the Convention on Biological Diversity. P.G. Le Prestre (éd.). Burlington, Ashgate Publ., 2002. 428 p. ISBN 0-7546-1744-0
Commande : www.booknews.co.uk/Books/2865.htm

La contribution des forêts aux moyens de subsistance en milieu rural et la conservation de la biodiversité

Comptant des personnalités du monde de la recherche, du développement et de la conservation ainsi que des décideurs, la Conférence internationale sur cette thématique, tenue à Bonn, Allemagne, en mai 2003, a démarré par une table ronde fortement animée par les revendications de représentants du Sud. L'attitude des Etats-Unis et le manque d'éthique dans les relations internationales ont été clairement mis à l'index. Selon une intervention, « l'insertion des politiques forestières dans les stratégies de réduction de la pauvreté (PRSP) au niveau national est indispensable. Un 'forestier' devrait être à même de présenter à son Ministre des Finances des données synthétiques compréhensibles, afin de le convaincre d'investir dans le développement des plus pauvres, notamment à travers des activités de conservation ou de gestion forestière ». Mais c'est là que le bât blesse. Les expériences diffusées sont très souvent liées à des conditions locales, difficiles à extrapoler et à expliquer par la recherche notamment. Toutefois, les discours des conservateurs se nuancent et les développeurs ne préconisent plus des solutions-miracles, mais des processus pluridisciplinaires à mettre en œuvre avec les communautés locales et les autres parties prenantes. Les démarches des experts se sont socialisées et s'engagent à respecter le savoir local.

**ANNONCE
CONFÉRENCE**
www.cifor.cgiar.org/scripts/livelihoodconference.asp

SOMMAIRE
www.beaf.de/download/bonn_conference_findings_e.pdf



Recherche sur le maïs dans l'intérêt des cultivateurs

Multi-stakeholder approach — Maize seed sector

Partner	Purpose
Policy makers & other CG centers	Harmonization of seed laws in SADC Promotion of successful seed systems
National Programs	Germplasm development & testing Leadership of Mother-Baby Trials
Private sector	Use of stress screening approaches. Seed production (OPV, hybrids) for all 30%+ of farmers including seed relief
NGOs	Mother-Baby Trials, community-based seed production, seed relief
Extension & secondary schools	Mother-Baby Trials Dissemination of information
Selected farming communities	Identification of problems and issues Feed-back to varieties
Resource-poor farmers	Beneficiaries Determine alignment of agenda



Photo de CIMMYT. Tableau tiré de la présentation mentionnée sous « Source ».

La conférence organisée en juin à Zurich sur le thème « Rio+11: Towards a New Paradigm in Agricultural Research – The Challenge of Sustainable Development » a culminé avec la présentation d'un projet de l'International Maize and Wheat Improvement Center (CIMMYT) concernant la culture de maïs résistant au stress dans le sud de l'Afrique. Dans des champs spécialement prévus à cet effet, plusieurs sortes de maïs ont été testées quant à leur résistance aux influences environnementales comme la sécheresse, les carences en matières nutritives et les parasites. Sur la base des résultats, des sortes prometteuses ont été semées, cultivées et évaluées par les paysans. On a ainsi trouvé les sortes de maïs qui offraient un rendement nettement supérieur et, surtout, qui étaient acceptées par les cultivateurs eux-mêmes. Parallèlement, on a cherché des solutions pour commercialiser les semences, en collaboration avec les acteurs locaux. La présentation a démontré l'importance d'adapter les recherches aux réalités et conditions régionales et d'impliquer les cultivateurs. Avec pour objectif l'augmentation de la productivité, un projet de culture relativement simple s'est transformé en un programme intégrant différentes parties prenantes et couvrant la totalité du secteur des semences de maïs.

SOURCE

Does a multi-stakeholder approach lead to sustainable development? Experiences from southern Africa. Marianne Bänziger. Présentation Powerpoint tenue lors de la conférence ZIL/SFIAR, le 6 juin 2003 à Zurich. www.sfiar.infoagr.ch/rioplus11_presentations.htm

Dissémination en plein champ de plantes cultivées génétiquement modifiées

Un article en deux volets est paru récemment dans la revue *Plant Journal* sur ce thème de plus en plus actuel, notamment pour les pays en voie de développement. La première partie expose, dans une bonne vue d'ensemble, quels pays cultivent quelles plantes génétiquement modifiées, dans quelle ampleur, quelles sont les modifications génétiques qui dominent et comment les Etats règlent les aspects juridiques de la culture d'OGM en plein champ. La question de l'évaluation des risques, abordée différemment d'un pays à l'autre, est particulièrement intéressante : les Etats Unis pratiquent une évaluation des risques basée sur les produits finis, alors que l'Europe prend en compte toute la chaîne de production.

Recherche

La deuxième partie de l'article se consacre aux risques et à leur mesurabilité. De l'avis des auteurs, il est impératif d'employer des méthodes scientifiques pour évaluer les risques et de toujours utiliser comme système de référence la culture traditionnelle. S'appuyant sur des analyses scientifiques, ils affirment que la plupart des préoccupations à l'égard de l'utilisation d'OGM pourraient s'appliquer aux améliorations génétiques conventionnelles. Pour les auteurs, le risque majeur réside dans le transfert génétique entre les espèces. Théoriquement, il existe la possibilité que des gènes résistants aux antibiotiques soient transmis à des agents pathogènes dangereux, ce pourquoi ils recommandent de renoncer à utiliser de tels gènes.

SOURCES

The release of genetically modified crops into the environment: Part I. Overview of current status and regulations. Jan-Peter Nap, Peter L. J. Metz, Marga Escaler and Anthony J. Conner in: The Plant Journal (2003) 33, 1-18. www.foodsafetynetwork.ca/gmo/plantgm/Nap.pdf

Part II. Overview of ecological risk assessment. Anthony J. Conner, Travis R. Clare and Jan-Peter Nap, in: The Plant Journal (2003) 33, 19-46. www.foodsafetynetwork.ca/gmo/plantgm/Conner.pdf (Résumé sous : www.lifesciencesnetwork.com/repository/connerpaper2.pdf)

EVÉNEMENTS

La forêt, source de vie

Le XII^{ème} Congrès forestier mondial, qui se déroulera du 21 au 28 septembre 2003 à Québec, Canada, est consacré à cette thématique. Organisé par la FAO tous les six ans, il représente le plus important forum d'échanges entre acteurs spécialistes du domaine et acteurs politiques de la scène forestière internationale. Sous la conduite de l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP), dix organisations ont travaillé conjointement au contenu de l'intervention suisse lors de cette prochaine rencontre, intitulée « A la recherche de l'équilibre ». En Suisse, la mise en œuvre d'une exploitation de la forêt attentive à sa durabilité a dégagé des expériences pouvant intéresser d'autres pays de montagne. Aujourd'hui, le défi pour la Suisse rejoint les préoccupations mondiales, à savoir une conciliation harmonieuse entre le rôle social de la forêt et sa viabilité économique.

INFORMATION

www.wfc2003.org
Participation de la Suisse, contact :
sandra.limacher@buwal.admin.ch

Les plantes invasives dans les systèmes naturels et exploités

Le lien entre la science et la gestion

Au cours des dernières décennies, des espèces végétales toujours plus nombreuses ont été déplacées, délibérément ou non, de leur région d'origine vers d'autres régions. Certaines plantes profilèrent si bien dans leur « terre d'adoption » qu'elles en deviennent envahissantes, allant jusqu'à menacer l'écosystème indigène. Ainsi, la jacinthe d'eau, originaire d'Amérique du sud, a rapidement investi les eaux de toute l'Afrique, y provoquant toute une série de problèmes comme la congestion des voies d'eau, une évaporation accrue et des répercussions négatives sur le ménage équilibré des matières nutritives et de l'oxygène.

Une conférence internationale aura lieu du 3 au 7 novembre à Fort Lauderdale (Floride) sur la problématique des plantes invasives. Scientifiques et praticiens se pencheront entre autres sur les thèmes suivants : lutte biologique contre les mauvaises herbes, rétablissement des communautés de plantes, influence écologique des plantes invasives sur les écosystèmes indigènes, mise en valeur économique, utilisation de modèles mathématiques et rôle de la génétique dans la prolifération des plantes invasives.

SOURCE

<http://esa.org/ipinams-emapi7/>